

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓLROCZNIE..... 24 fr.
ROCNIE..... 46 fr.
NUMER ŚRODOWY. 40 c.
NUMER SOBOTNI.. 75 c.

Zagranicą:
ROCNIE..... 50 fr.
TELEFON:
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku) | Paraissant chaque mercredi (en polonais)
i w soboty (po francusku i po polsku) | et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements:
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 24 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUM. DE MERCREDI 40 c.
NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger:
UN AN..... 50 fr.

TÉLÉPHONE:
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

La question du transport en Pologne

Comme conséquence des conventions commerciales passées avec les pays qui l'avoisinent et avec la France et après la réunion d'une partie de la Haute-Silésie à la mère-Patrie, par sa situation vis-à-vis de la Russie, la Pologne est appelée à devenir un pays de transit par excellence.

Il est admis que le développement économique d'un pays est intimement lié aux moyens de transport dont il dispose.

Le problème des transports est pour la Pologne le plus important de l'heure actuelle. Le gouvernement polonais conscient de cette importance l'a placé au premier rang afin de donner au pays, le plus rapidement possible, une organisation des communications lui permettant de suffire aux besoins tant extérieurs qu'intérieurs.

Cette question doit être considérée comme étant d'une grande importance non seulement pour la Pologne mais aussi pour les pays alliés.

La Pologne possède 30 millions d'habitants. Son réseau de chemin de fer se chiffre par 15.892 kilomètres de lignes à voie normale pratiquement exploitables, soit 4 kilomètres de voie par 100 km. 2 de surface ou 6 km. de voie par 10.000 habitants.

Pour exploiter, en fonction des nécessités et des besoins actuels, ce réseau dans de bonnes conditions, la Pologne devrait avoir 130.000 wagons pour marchandises et 4.500 locomotives lourdes. Présentement les chemins de fer polonais possèdent 84.000 wagons et 3.458 locomotives parmi lesquelles 50 %, par suite de construction ancienne, ne répondent pas aux conditions normales d'une exploitation.

De cet exposé il résulte que la Pologne a un besoin pressant de 46.000 wagons et de 1.048 locomotives lourdes et si nous prenons en considération les locomotives qui devront être remplacées dans un avenir prochain ce besoin est porté de 1.042 à 2.760.

Il est évident que seulement après l'exécution de ce programme il pourra être question d'employer les chemins de fer polonais au transit des marchandises pour la Russie ou venant de Russie pour le compte des pays occidentaux.

Etant donné que jusqu'en 1920, la Pologne a été un théâtre d'opérations militaires, l'industrie métallurgique fut dévastée par la guerre.

Par suite de ces faits, les plus importantes fabriques de constructions de locomotives et de wagons, à Varsovie, à Poznan, à Chrzanów, à Sanok, ne possèdent pas les installations techniques nécessaires, qui leur permettraient de se développer en vue d'une production répondant au programme exposé plus haut.

Cette situation que complique l'état déplorable du change amène le gouvernement polonais à prévoir l'achat à l'étranger dans des

conditions déterminées de crédit et de temps, des marchandises nécessaires au montage des ateliers ou à commander directement une partie des wagons et des locomotives manquants. Vu l'importance nationale que la Pologne attache à l'obtention de ces crédits qui seraient garantis et étant donné d'autre part l'intérêt que peut y trouver l'industrie française, il serait à souhaiter que celle-ci accorde à ces questions la plus sérieuse attention et éventuellement tout son concours.

W. S.

A l'exemple du Tsarisme

Les Soviets sont opposés à la politique fédéraliste.

L'histoire n'enregistre aucun procédé analogue à celui qu'employait l'ancien Empire russe pour contraindre à une soumission rigide les pays conquis. Bien que cette politique soit connue et que l'avidité impérialiste de la Moscovie soit légendaire, il paraît opportun d'en rappeler quelques exemples ; ils aideront à comprendre, dans son essence même, la mentalité de la Russie.

Le gouvernement des tsars avait pour principe de signer des traités avec les pays tombés sous sa domination, mais ne se croyait pas obligé de les exécuter. Les territoires de l'Ukraine, situés sur la rive gauche du Dniepr, furent rattachés à la Russie au cours du XVII^e siècle, à la suite d'une convention qui leur garantissait un régime sensiblement rapproché du système fédératif tel que nous le concevons aujourd'hui. Or, peu de temps après les libertés séculaires de l'ancien Etat ukrainien avaient disparu ; la langue même de ce pays était traquée à l'école et dans la littérature.

La Géorgie n'eut pas une destinée différente de celle de l'Ukraine. Menacée au XVIII^e siècle par la Perse et la Turquie musulmanes, cette mission chrétienne demanda à la Russie aide et protection. Un traité signé par les deux pays garantissait le maintien de toutes les anciennes libertés de la Géorgie. Celle-ci fut cependant encore plus rapidement subjuguée que l'Ukraine : en moins de 150 ans, toute la haute et antique culture intellectuelle géorgienne fut effacée et la langue elle-même fut interdite jusque dans les écoles primaires.

Faut-il rappeler rapidement l'histoire de la Finlande sous l'occupation russe ? Faut-il évoquer les luttes farouches et inflexibles soutenues par la nation finlandaise pour la défense de ses droits et de l'intégrité de son territoire, rattaché à la Russie à la suite d'un mutuel accord ? Si les résultats obtenus par le gouvernement russe furent à peu près nuls, le mérite en revient à l'endurance et à l'obstination que surent montrer les Finlandais au cours de leurs luttes nationales.

Des peuples unis à la Russie par des accords librement acceptés, passons à ceux qui furent soumis par la force des armes. Dans sa politique à l'égard de ses derniers, l'Em-

pire des tsars se garda bien de faire montre du moindre scrupule. Non seulement il ne tient aucun compte des promesses antérieurement formulées, mais il procéda de suite à la confiscation des biens nationaux et à la déportation en masse des habitants peu suspects de sympathie pour le nouveau régime. L'histoire de la Pologne pendant le XIX^e siècle et jusqu'à la grande guerre en constitue l'exemple le plus caractéristique. Cette atteinte constante au patrimoine national polonais prenait parfois la forme d'actes de vandalisme et de sauvagerie. Les insurrections polonaises de 1830 et de 1863 une fois vaincues, la Russie se livra contre nos alliés actuels à une sanglante répression, à toutes sortes de confiscations et de pénalités terribles.

Ce système de gouvernement avait un défaut capital : obligée de vivre aux dépens des nations vaincues, la Russie perdait peu à peu sa résistance intérieure et son instinct défensif. On pouvait l'assimiler, déclare un éminent historien polonais, M. Siedlecki, à une « Société par actions qui augmenterait chaque année son capital initial au moyen d'une émission de nouvelles actions tirées en dehors de la Société ».

La révolution de 1917 parut d'abord transformer cet état de choses. Les différentes nationalités composant l'Empire russe trouvèrent une occasion favorable pour se libérer de leurs oppresseurs. La Pologne et la Finlande s'érigèrent immédiatement en nations indépendantes. D'autres Etats avaient une foi profonde en l'évolution libérale de la Russie et étaient persuadés du renoncement du nouveau gouvernement à la politique d'oppression du précédent régime. Le Congrès de Kiev, tenu du 21 au 28 novembre 1917, qui réunissait des délégués de ces différentes nationalités, proclama entre autres résolutions que « le pouvoir central ne pourra acquérir la confiance des différentes classes de la population et obtenir la force nécessaire que dans un régime basé sur le fédéralisme ». Aussi, quand le gouvernement bolchevik s'empara du pouvoir, s'est-il empressé de proclamer à son tour les principes d'un Etat russe basé sur la fédération des diverses nationalités entrant dans sa composition. On alla même jusqu'à admettre l'autonomie la plus absolue et même le séparatisme.

En réalité, toute cette phraséologie soviétique ne servait qu'à dissimuler le vieil esprit tsariste de conquête : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbeïdjan l'apprirent les premières à leurs dépens. Le fameux mot d'ordre de fédération lancé par les Soviets n'était en fait qu'une simple manœuvre de propagande communiste. Les violations répétées des frontières finlandaises par les armées rouges sous prétexte de poursuite des armées blanches et des insurgés caréliens, la mauvaise foi évidente du gouvernement de Moscou pour exécuter le traité de Riga, la non-restitution des biens saisis en Pologne, les entraves au rapatriement des otages et des prisonniers étrangers sont autant de preuves flagrantes de la mentalité actuelle des gouvernants moscovites. La ruine morale et économique de la Russie explique le désir de libération des

populations non russes et leurs fuite éperdue du pays de l'anarchie, de la famine et de la mort. Ces faits ne font que multiplier les efforts des Soviets contre les tendances séparatistes qui agitent la Russie et pratiquer avec plus d'acharnement les répressions sangonnières qui sont « monnaie courante » au paradis bolchevik.

Dans les temps modernes aucun peuple ne se livra à tant d'atrocités envers les autres humains que les communistes moscovites. Les Allemands seuls peut-être égalent les bolcheviks en matière de destruction et de cruauté. Et cela aussi nous explique l'alliance qui existe et qui a toujours existé entre les deux Puissances du Mal.

Matrice TOUSSAINT.

Pour les Conférences prochaines

Je propose pour la conférence prochaine un diplomate qui me semble plein d'esprit et d'à-propos et qui fait preuve, en tous cas, d'un jugement très sûr et d'une remarquable connaissance de l'Europe. Hé ! me dira-t-on, où peut bien se nicher un diplomate si extraordinaire ? ces qualités que vous énumérez là ne forment plus, en général, l'apanage des diplomates de profession... Où est-il ? Montrez-nous ce phénix... Hélas ! cela me serait bien difficile, car si, en effet, j'ai bien rencontré ce personnage au Ministère des Affaires étrangères, ce fut sous la forme subtile d'un fantôme, je n'ai pu que l'évoquer, que le voir se dégager de la brume de mon imagination, au-dessus de la lettre de lui que je lisais avec un intérêt passionné. C'est cette simple lettre qui m'a donné, je l'avoue, une si haute opinion de sa clairvoyance et de son sens politique. Il s'agit d'une missive diplomatique adressée, le 23 mars 1772, à lord Rochford, ministre des Affaires étrangères en Angleterre, par le duc d'Aiguillon qui dirigeait alors la politique française. Je n'ignore pas que le duc d'Aiguillon ne jouit point d'une excellente réputation ; on lui fait porter, un peu trop libéralement peut-être, la responsabilité des fautes de la fin du règne, on lui reproche d'avoir laissé s'accomplir, sans protestation, le crime des partages de la Pologne. On ne pense pas assez que, lorsque le duc d'Aiguillon est arrivé au ministère, le gâchis des affaires, caché un instant par l'esprit brillant de Choiseul, était à son comble, que nulle force au monde n'était capable de secouer la torpeur du triste vieillard qu'était devenu Louis XV et qu'enfin, il n'y avait plus un sou dans le trésor... Tout cela ne formait pas un ensemble de circonstances bien faciles pour faire de la grande politique, de la politique française, mais nous savons aujourd'hui que si d'Aiguillon n'a pas agi, au moment du premier partage, ainsi que le lui ordonnait l'intérêt français, et ainsi qu'il l'aurait peut-être fait en des temps plus heureux, il n'en a pas moins vu les terribles dangers que cet événement devait faire courir à la France, à l'Europe, à la civilisation, et, dans cette lettre dont je parlais tout à l'heure, il indique la meilleure marche à suivre pour y remédier, pour tâcher de conjurer la mauvaise action que s'approprièrent à commettre « le roi de Prusse et les deux impératrices ». Dans ce but, il s'adresse à l'Angleterre et il lui demande, *en tant qu'alliée de la Russie*, d'agir auprès de l'Impératrice en faveur des Polonais, tandis que l'ambassadeur de France fera une démarche analogue auprès de la Cour de Vienne. Les raisons que donne d'Aiguillon sont aussi généreuses que pratiques ; il faut, disait-il, « fixer l'attention de ces deux puissances sur la faute qu'elles sont à la veille de consommer... » faute qui, d'ailleurs, frappera « les intérêts les plus chers de la nation anglaise en ren-

dant le commerce du nord précaire, et en lui enlevant celui de la mer Baltique en particulier... », « l'uniformité de la conduite de deux aussi grandes puissances que la France et l'Angleterre ne peut manquer d'effrayer le ministère russe et autrichien. L'intelligence entre la France et l'Angleterre ainsi établie, sans ostentation et sans aucun air de menace, pourra opérer la destruction de tous les motifs de crainte et de ménagements qui semblent conduire les deux impératrices à des mesures dont il est impossible qu'elles ne sentent pas ultérieurement les dangers présents et les conséquences éloignées. Si ces deux cours écoutent la voix de leur propre intérêt, le démembrement de la Pologne ne pourra s'opérer que par la connivence concertée, l'ambition du roi de Prusse se trouvera déjouée dans ses projets... »

Ainsi, d'Aiguillon reconnaît que le danger prussien est caché derrière toutes ces combinaisons. L'Angleterre se refusa à faire cette démarche de concert avec la France ; peut-être eut-elle peur de son alliée, l'impératrice russe, comme elle redoute aujourd'hui Lénine, le tzar mystérieux ?... De toutes façons, elle ne comprit pas qu'en favorisant les Russes, qu'en ne se rangeant pas à l'avis de la France, elle préparait, de loin, les mêlées sanglantes, les révoltes sans fin, nées de l'injustice et de l'oppression.

Comme à la fin du XVIII^e siècle, l'Angleterre veut plaire aux Moscovites barbares, aux descendants des Tatars de la Horde d'Or, sans se rendre compte qu'elle favorise par là, aujourd'hui, comme alors, l'éternelle Allemagne. Elle n'hésiterait peut-être pas non plus à sacrifier la Pologne encore une fois, mais à présent, la garde veille aussi sur la Vistule, et la Pologne reconstituée sait défendre ses droits. Le duc d'Aiguillon a montré que ces droits étaient intimement unis aux intérêts de l'Europe. Que l'on se souvienne dans ces conférences où la question polonaise doit toujours apparaître, selon l'impression de Napoléon, comme « la clef de voûte de l'équilibre européen », et si l'on veut y travailler utilement pour la vraie paix du Monde, les diplomates anglais feront bien de méditer cette lettre écrite en 1772, ils y verront le moyen de sauvegarder leurs véritables intérêts, ceux qui tiennent à l'honneur d'une grande nation.

Pour nous, retenons de cette brève incursion dans l'Histoire, de cette promenade à travers de vieux papiers, une appréciation plus juste du rôle du ministre de Louis XV. Le duc d'Aiguillon avait épousé la fille unique du comte et de la comtesse de Plélo ; il est impossible que celui qui s'est sacrifié pour la Pologne n'ait pas légué à son enfant toute la piété du souvenir. C'est peut-être un vestige de cet ultime souvenir que nous retrouvons dans la lettre à lord Rochford.

Anne-Marie GASZTOWTT.

ÉCHOS ÉCONOMIQUES

L'industrie textile en Pologne.

L'industrie textile polonaise se divise en quatre branches principales : cotonnière, lainière, linière et jute.

Pendant l'occupation, toutes les matières premières furent confisquées et des quantités considérables de produits manufacturés furent enlevés par les occupants, quantités se chiffant par dizaine de millions de mètres. En outre, l'industrie polonaise se vit dépouillée de 1.300.000 mètres de courroies, de 1.100 moteurs et de 1.375 tonnes de pièces de machines en cuivre.

De plus, les créances sur la Russie et de forts stocks de marchandises qui se trouvaient en route ou en dépôt dans ce pays sont perdus ou peuvent être considérés comme à peu près perdus.

Ce simple rappel de la période tragique de 1914 à 1920 suffit pour mettre en relief la situation précaire de l'industrie textile polonaise après les deux guerres qui accumulèrent tant de ruines et de dévastations en Pologne.

Mais les industriels polonais se sont remis à l'œuvre.

Dans l'industrie cotonnière, centralisée principalement à Lodz et dans les environs, le nombre des établissements en activité, qui était de 47 en 1913 et de 2 seulement en 1919, est actuellement de nouveau de 47, en marche plus ou moins normale.

Le nombre des broches en activité, qui était de 1.435.000 en 1913 et de 500.000 en 1919, est passé à 802.395 en 1920 et à 1.037.074 en 1921. Ce dernier chiffre représente 72 % de celui de 1913. Le nombre des métiers, respectivement de 36.000 et de 7.400 en 1913 et 1919, est passé à 15.157 en 1920 et à 18.333 en 1921, ou 50 % du chiffre en 1913. Quant à l'effectif ouvrier, qui était de 64.000 en 1913 et de 17.800 en 1919, il est, en 1921, de 50.000 hommes, soit 78 % du chiffre de 1913. Dans l'énonciation de ces chiffres, il n'est pas tenu compte des petits établissements, qui sont assez nombreux.

L'industrie lainière était représentée par 375 établissements, dont 145 dans la Pologne du Congrès, 134 dans le district de Bialystok et 92 dans celui de Cieszyn, mais les grosses usines se trouvent surtout en Pologne du Congrès (Lodz et ses environs) avec 82 % du total des broches contre 10 1/2 % dans la Silésie de Cieszyn et de 7 1/2 % dans la région de Bialystok.

Le nombre des broches en activité était de 1.120.350 en 1913 et de 239.230 seulement en 1919 ; il est passé à 457.470 en 1920 et à 606.704 en 1921, soit 54 % du chiffre de 1913. Le nombre des métiers était respectivement de 29.550 et de 5.100 en 1913 et en 1919 ; il est passé à 8.545 en 1920 et à 18.150 en 1921, soit 51 % du nombre de 1913. Cette industrie occupait 87.000 ouvriers en 1913 et 23.000 en 1919 ; leur effectif n'est pas cité pour 1920 et 1921.

L'industrie linière, centralisée à Zyrardow, à l'ouest de Varsovie, possédait, en 1914, 21.700 broches et 1.100 métiers et occupait 3.797 ouvriers. En 1921 ces chiffres ont été respectivement de 8.320 ; 380 et 1.455, ce qui représente 38,4 % ; 52,5 % et 38,5 % des chiffres de 1914.

En 1914 une filature et un tissage ont été créés à Radom, au sud de Varsovie.

L'industrie du jute, représentée par deux grandes usines et d'autres moins importantes à Czenstochowa et par une usine à Cieszyn, avait en activité, en 1914, 31.490 broches et 1.140 métiers et occupait 5.178 ouvriers. En 1921, ces chiffres sont respectivement de 9.896 ; 566 et 2.361, soit 31,3, 49,5 et 46 % de ceux de 1914.

Dans la fabrication d'articles tissés et de soieries, on comptait 8 usines occupant 961 ouvriers en 1914 ; l'effectif est de 341 hommes en 1921. Une fabrique de soie artificielle avait, en 1914, 176 métiers et 21.000 broches en activité ; en 1921 ces chiffres sont devenus respectivement 45 et 4.000.

Une autre fabrique, installée en Pologne du Congrès, avait commencé à produire en 1914.

Une fabrique de soieries existe en Poznanie.

Les diverses branches de l'industrie textile polonaise exportèrent en Russie, avant la guerre, de forts tonnages de cotonnades, de draps, d'étoffes, de toiles, de sacs de jute, et d'autres produits des industries similaires.

Les usines les plus importantes avaient créé des agences, dépôts et magasins de vente dans les principales villes russes.

Actuellement la production est en progrès, mais elle peut être totalement absorbée par le pays qui, depuis sa reconstitution, forme un important marché de près de trente millions d'habitants.

Toutefois on évalue à 50.000 tonnes le ton-



Freyming - Merlebach (Moselle).
Ćwiczenia Sokolic.

MEMENTO

Polityka cyfr.

Niedoszły kierownik rządu polskiego, poseł Wojciech Korfanty ogłosił z Katowic odezwę do narodu, w której zdaje sprawę ze swego niepowodzenia, zwała całą winę na Naczelnika Państwa, oświadcza, że «walka o prawo» bynajmniej nie skończona, zachęca do wytrwania w niej, bo tylko przez nią zachowa Polska «powagę w oczach innych narodów i możność spokojnej i uczciwej pracy».

Dla warszawskiego urzędu statystycznego, «Polska» to obszar o 385.273 km, kwadratowych, a zamieszkały przez 27,460.473 «osób».

Dla posła Korfanteo o ile obszar podany przez główny urząd statystyczny jest napewno za mały, a przynajmniej powinien być większy, o tyle liczba obywateli Polski jest stanowczo za duża i redukuje się wszystkiego do 18,659.993 osób narodowości polskiej.

Natomiast cała «nadwyżka», to jest 8,500.470 osób, zamieszkujących obszar Polski, ale narodowości niepolskiej jest poza nawiasem.

W myśl politycznego wyznania wiary posła Korfanteo i Narodowej Demokracji te 8,500.470 «osób» to ludność niepolska i wroga państwu, tak jak «niepolskimi i wrogimi państwu» są posłowie, wyszli z łona owych 8 1/2 milionów, a którzy to posłowie ustrzegli Naczelnika Państwa, że «nieomal nieotrzymał votum nieufności».

Inny «prawicowiec», warszawski profesor J. Kochanowski, ogłosił niedawno «Filozofję Historji», gdzie wykaduje, że jedynie katolicka szlachta jest «rdzennie polskim» typem, że ona tylko jest:

«Spadkobierczynią prawą praplemiennych rodów lechickich, które wcielone w polskie, nie daly po dziś dzień nikomu i niczemu skru-

zyć odwiecznej komórki swej jaźni a wraz z nią Duszy Narodu.»

Historjozofja profesora Kochanowskiego dziwnie jest podobna do «politycznej antropologii» Niemca Woltmanna, który starał się wykazać, że cała kultura europejska jest dziełem Niemcem, że Michał Anioł, Rafael, Dante, Szekspir, byli Niemcami... a to dlatego, że wedle domysłów Woltmanna byli wszyscy blondynami.

Inny «uczony» niemiecki dowodził (a dla niejednego Niemca i dowiódł), że Wisła jest rzeką niemiecką i że właściwe granice historyczne Niemiec sięgają do ... Dniepru.

Mimochodem tylko wspomnę jeszcze domorośłego historyka Dmochowskiego, który nazwę «Dalmacja» wyprowadzał od słów: dała mać (matka). Macią zaś nie był kto inny, jak sama królowa fenicka Saba, współczesna królowi Salomona.

Teorje Kochanowskich, Dmochowskich, Woltmanów i tyłu innych «historjozofów» ogłupiają ludzi na dalszą metę.

Gorzej jest z polityką Korfantych i Narodowych Demokratów, która swe teorje wyprowadza z takich właśnie podłoży, jak teorja «praplemiennych rodów lechickich».

A szkodliwa jest ta polityka dlatego, że jednej trzeciej ludności «państwa» polskiego z góry i wręcz powiada: jesteście wrogami tego państwa. Potem zaś dziwi się, że posłowie tych 8 i pół milionów, zgóry ochrzczonych za wrogów państwa, nie chcieli gabinetu Korfanteo.

Tak samo naprawdę dziwił się kiedyś Berlin i Petersburg, żeśmy nie chcieli być Prusakami czy Moskałami.

A przecież autor odezwy katowickiej powinien wiedzieć, że przysłowie: «Nie czyni drugiemu, co tobie nie miło» jest «rdzennie polskie» i «rdzennie katolickie».

K. MIR.

Exposé premjera Nowaka

Wysoki Sejmie!

Mam zaszczyt przedstawić utworzony rząd. Sam ten wyraz mówi, że zadaniem naszym jest rządzić państwem, co też czynić będziemy, opierając się przytem na obowiązujących ustawach i na uchwałach wysokiego Sejmu. Byłoby rzeczą jałową zapuszczać się w szczegóły i dawać słowny obraz czynów, jakie mają nastąpić, tem bardziej, że sztuka rządzenia polega właśnie na czynach, a nie na słowach.

Istnieją jednak zagadnienia państwowe tak doniosłe i tak zasadniczego znaczenia, że jest obo-

wiązkiem rządu, prezentującego się wysokiemu Sejmowi, sprzeczować swoje wobec tych kwestyj stanowisko.

Finanse Państwa.

Jedną z takich kwestyj są finanse państwa, które będą, podobnie, jak za poprzednich gabinetów, jedną z głównych trosk rządu.

Zadania państwowe muszą być unormowane zasobami środków, które państwo ma do rozporządzenia. Maszyna państwowa nie może stanąć ani na moment. To też wysiłki rządu muszą być skierowane także ku wydobyciu od obywateli

wszystkich środków, niezbędnych dla zaspokojenia konieczności państwowych, przyczem będziemy pilnie baczyć, aby śruba podatkowa nie nadwyrężyła samych warsztatów pracy i nie osłabiła ich wydajności.

Dażeniem naszym będzie znalezienie dla gospodarstwa krajowego zdrowego kredytu i odciążenia w ten sposób skarbu państwa od zadań, właściwie nie leżących w sferze jego działalności.

Fundamentalnym warunkiem ekonomicznej pomyślności państwa jest oszczędność i to oszczędność jak najdalej posunięta, twarda i nieustępliwa, taka, jakąsmy już widywali u naszych ministrów skarbu, a przedewszystkiem u ostatniego z nich. Oszczędność tę, jako stałą i cenną administracyjną zdobycz państwową, zachowamy jak najtroskliwiej, przyczem jednak nie będziemy zapominać, że oszczędność ta nie może być stosowaną czysto mechanicznie, że nie może ona szkodzić państwu i że jest rzeczą czynników rządzących skrupulatnie rozważyć, co jest koniecznością państwową, dobrze zrozumianą, a co z punktu widzenia państwa, zbytkiem.

Na wrześniowej sesji wysokiego Sejmu p. minister skarbu wystąpi ze szczegółowym programem, opartym na wyżej wspomnianych zasadach i zażąda dużych ofiar, bez których uzdrowienie naszych finansów jest niewykonalne.

Nie mogę pominąć milczeniem jednego elementarnego, groźnego objawu naszego powojennego życia społecznego, a mianowicie rosnącej z każdym dniem drożyzny. Drożyzna nie jest niczem oderwanem, ale tylko jednym z przejawów gospodarczego stanu państwa i nie może być traktowaną odrębnie. Zdając sobie z tego sprawę, problemu tego tak głęboko wrzynającego się w nasze życie społeczne, nie spuścimy z oka.

Polityka zagraniczna.

Niesłychanie doniosłym działem rządów jest nasza polityka zagraniczna, której rząd, zasady i dążenia są zresztą zupełnie jasne i proste.

Czegóż my bowiem chcemy: chcemy żyć w pokoju, chcemy pracować, być pożytecznymi dla siebie i dla drugich, ale chcemy żyć w słusznym nam się należącej obecnym naszych granicach, a uszczuplić się nie mamy żadną miarą.

Abymy nasz byt państwowy zabezpieczyć, musimy być sami silni i to pod każdym względem i musimy mieć przyjaciół, na których mogliśmy polegać. Przyjaciół takich mamy i fundamentem naszej polityki zagranicznej jest nasza serdeczna przyjaźń z wielkim narodem francuskim, zadokumentowana ścisłym przymierzem z Francją. Jest nim nasz sojusz z Rumunją, a także porozumienie z państwami bałtyckimi, z którymi łączymy nas oczywista wspólność interesów. Do tego dodać należy dobry sąsiedzki stosunek z Czechosłowacją i stały kontakt z małą ententą.

Żywimy też przekonanie, że wszystkie państwa, które biorąc udział w wojnie światowej, razem z Francją wskreszily Polskę i zmazały jej zbrodnię jej rozbioru, przedewszystkiem zaś Ameryka, Anglja, Japonja i Włochy, jak najprzejawniej są wobec Polski usposobione. Ze wszystkimi naszymi sąsiadami chcemy żyć jak najlepiej. Dotychczasowy przebieg niedawno rozpoczętych rokowań z Niemcami pozwala spodziewać się pomyślnego wyniku.

Pragnęlibyśmy, aby stosunek nasz z Rosją i Ukrainą utrwalił się na zasadzie ścisłego przestrzegania traktatu pokojowego. Pragniemy z nie ulegającą wątpliwości szczerością pokoju, czego dowodem jest na przykład okoliczność, że zapowiedziana demobilizacja rocznika 1899 właśnie dobiega końca.

Po świecie błaka się jeszcze, choć już dość nieśmiało, bajka o agresywności Polski. Sądze, że powstała ona stąd, że zbyt długo polskość była bezbronna i Polak znosić musiał wszelkie gwałty, przyczem nawet protest i okrzyk bólu za zbrodnię mu pocytywano. Świat się zanadto przeświadczył o naszej bezbronności, musi się jednakże z tem oswoić, że jesteśmy wolni a nie zależni i że szanując głęboko wolność innych narodów, jesteśmy jednak gotowi odzyskaną niepodległość bronić do upadłego.

Małopolska Wschodnia i Wileńszczyzna.

Wysoki Sejm w d. 26 lipca r. b. wezwał rząd, by bezwzględnie, a w każdym razie przed zakończeniem prac obecnego Sejmu, przedłożył projekt ustawy o samorządzie, zwłaszcza w województwach o mieszanej ludności. Uchwała ta dotyczy w pierwszym rzędzie wschodniej Małopolski. Będzie to bardzo ważny i pożądany wstęp do wypełnienia luki, która istnieje w naszym życiu państwowem i winna być w jak najkrótszym czasie definitywnie załatwiona.

